

Charline Vanhoenacker : « L'extrême droite, CNews... importent et mettent en scène de manière artificielle une guerre culturelle »

Sandrine Blanchard

La productrice et chroniqueuse de France Inter voit s'arrêter son émission satirique « Le Grand Dimanche soir » et livrera, à partir du lundi 26 août, un billet quotidien dans la matinale de France Inter. Elle revient sur le licenciement de Guillaume Meurice et l'avenir de la satire politique.

C'en est fini de l'émission satirique « Le Grand Dimanche soir » sur France Inter. Le licenciement de Guillaume Meurice, après sa blague comparant Benjamin Netanyahu à « une sorte de nazi mais sans prépuce », a signé la fin de l'aventure de la bande à Charline Vanhoenacker, qui, depuis dix ans, pratiquait l'humour politique (« Si tu écoutes, j'annule tout » de 2014 à 2017, « Par Jupiter ! » de 2017 à 2022). La productrice et chroniqueuse reprendra néanmoins l'antenne, lundi 26 août, pour un billet d'humeur, du lundi au jeudi dans la matinale, juste après l'interview de 9 h 20 de Léa Salamé. Et elle poursuivra, chaque samedi, « Bistroscope ».

Le 23 juin, lors de votre chronique dans « Le Grand Dimanche soir », vous avez annoncé la fin de l'émission en disant, notamment : « Radio France nous a envoyé une grenade dégoupillée dans les jambes. » Comment définissez-vous cette grenade dégoupillée ?

J'ai tenu à réserver cette annonce aux auditeurs et auditrices. Mais j'ai gardé la forme d'un billet d'humeur en faisant allusion, avec la grenade dégoupillée, aux propos prêtés à Emmanuel Macron s'agissant de la dissolution. Dans la caricature, on peut s'amuser à faire des analogies entre la situation dans le pays et celle qu'on vit. Pour nous, cette grenade dégoupillée, c'est la sanction qui a frappé Guillaume Meurice. Nous étions une équipe très solidaire, des amis. En privant l'un d'entre nous d'antenne et en allant jusqu'à le licencier, les conséquences étaient connues d'avance. Depuis dix ans, on défendait cette idée que la solidarité, le collectif restent la meilleure défense.

En voulez-vous à Guillaume Meurice ?

Je ne peux pas lui en vouloir. Ce qui lui est arrivé est injuste. D'abord, sa blague, passée inaperçue pendant vingt-quatre heures et qui n'aurait pas dû soulever de débat, a été instrumentalisée par l'extrême droite. Généralement, un « bad buzz » dure deux jours. Là, la polémique a été d'une violence et d'une durée rares. Ensuite, cette blague ne méritait pas une telle sanction. J'étais d'accord avec Guillaume sur le fait de ne pas s'excuser, de ne pas émettre de regrets – ce que la direction de Radio France aurait souhaité. Mais là où on a un peu différé, c'est sur le modus operandi. En novembre [2023], j'avais publié un texte pour rassurer nos auditeurs qui étaient froissés par la blague et pour leur dire qu'ils étaient entendus et considérés. J'aurais souhaité que Guillaume dise, au moins, juste ça. Il a tenu sa ligne. Le 28 avril, après que la plainte a été classée sans suite, il a refait sa blague à l'antenne. Je ne lui en veux pas, mais j'ai senti, ce soir-là, que ça nous remettait en danger.

Quelle a été votre réaction au départ, par solidarité avec Guillaume Meurice, d'autres humoristes (Djamil Le Shlag, Thomas VDB, Aymeric Lompret, Douilly) ?

Je regrette un peu ces démissions, même si je respecte leur choix. Il y a eu une grande part d'émotionnel, chacun a fait comme il a pu. On a lutté autant que possible pour garder Guillaume. J'étais la courroie de transmission avec la direction pour défendre Guillaume, l'équipe, argumenter sur la liberté d'expression et garder les fondations de la maison. Mais les gens se barraient. Peut-être que s'ils étaient restés on aurait pu continuer. Mais je n'ai nul doute qu'ils continueront à lutter à l'extérieur.

L'étiquette « humour de gauche », qui collait à l'émission, a contribué à l'ampleur de cette polémique. La chaîne CNews, régulièrement critiquée sur France Inter, a été le premier média à s'emparer de la blague de Guillaume Meurice...

Je me souviens du moment où j'ai compris que ça allait fonctionner comme cela. Il y a pile trois ans, à l'approche de l'élection présidentielle, je préparais un petit essai sur la satire politique que je sentais déjà malmenée, soupçonnée (Aux vannes, citoyens ! Petit essai d'humour politique, Denoël, 2022). Je me suis intéressée aux rares études universitaires consacrées à l'humour. Les études québécoises expliquent très bien que, dans la guerre culturelle, les émissions de satire politique sont le principal terrain d'affrontement.

L'extrême droite, CNews... importent et mettent en scène de manière artificielle une guerre culturelle. Forcément, il faut désigner un adversaire. Le plus facile est de s'attaquer à nous, à la satire, parce que c'est très simple de prendre une blague travaillée comme du second degré et de la faire passer pour du premier degré. C'est de la paresse intellectuelle. En transformant la vanne de Guillaume en bandeau télé sur une chaîne d'info en continu, on tronque sa grammaire, on en fait une information mise en exergue. C'est extrêmement malhonnête.

Comment avez-vous géré cette tempête ?

Guillaume a traversé un cyclone terrible, j'ai été emportée avec. J'ai vécu une année sous pression que je ne souhaite à personne. J'étais prise entre les pressions de l'équipe inquiète, meurtrie, de la direction, des flics, des réseaux sociaux, des médias. Je me suis retrouvée plus de deux heures dans les locaux de la police judiciaire, assaillie de questions. J'ai senti que la pression venait d'en haut, de l'état-major. Ils essayaient de me faire dire que Guillaume avait nazifié un juif, je leur ai répondu qu'il n'avait pas pensé à un juif mais à un criminel de guerre et que c'était une blague. C'est quand même étrange de parler d'une blague devant des flics.

Cela fait douze ans que je suis sur France Inter et que je pratique la satire politique. Notre bande est quasiment née en même temps que les très gros problèmes de la satire politique avec l'attentat contre Charlie Hebdo. Les blagues sur les islamistes, on les a faites et on les fait toujours. Mais, en à peine dix ans, on est passé de « Je suis Charlie » à la police judiciaire.

Guillaume Meurice a fait sa blague, le 29 octobre 2023, soit trois semaines après les attaques terroristes du Hamas contre Israël. Était-ce le bon timing ?

Il y a sans doute plusieurs écoles. Je suis plutôt partisane de faire un peu gaffe au timing, mais la période était tellement bousculée... Il y a autant d'avis sur cette blague qu'il y a de récepteurs. Je l'ai comprise comme un énorme coup de boule à un criminel de guerre. Et puis, on n'en serait peut-être pas là aujourd'hui si l'émission était restée en quotidienne.

L'hémorragie aurait pu être jugulée. Mais, pas de chance, il s'est écoulé quinze jours (à cause des vacances scolaires) avant qu'on puisse reprendre la parole. On a tous été emportés parce qu'on est un collectif solidaire.

Vous êtes-vous posé la question de partir, de ne pas aller au terme de l'émission ?

Non. Le soutien exceptionnel des auditeurs et des collègues de France Inter a beaucoup pesé dans mon choix. Sans eux, on n'aurait pas tenu. C'était très clair dans ma tête : tel un capitaine de navire, je voulais rester jusqu'à la dernière seconde d'antenne. Je suis productrice, j'ai la responsabilité de protéger les membres de ma bande. Pour chacun d'eux, il m'est arrivé de me retrouver dans le bureau de la direction pour une discussion éditoriale. Pendant dix ans, j'ai défendu les blagues de mon équipe. C'est mon rôle. Je respecte le choix de ceux qui ont voulu défendre la liberté d'expression en choisissant de se taire. Moi, je préfère la défendre en prenant le micro.

Pendant plusieurs semaines, on a fait exister dans l'émission l'absence de Guillaume et de ceux qui étaient partis. Je veux rendre hommage à ceux qui sont restés et qui, malgré le côté douloureux, ont continué à faire rire. Ceux qui ont démissionné, c'est ceux qui ont quelque chose à côté (la scène, le cinéma, etc.). Ils peuvent se le permettre. J'ai une équipe avec des gens, comme Juliette Arnaud, qui, aujourd'hui, n'ont plus de travail.

Avez-vous proposé à la direction de France Inter de continuer « Le Grand Dimanche soir » à la rentrée en renouvelant la bande ?

Oui, d'autant qu'on avait fidélisé le public. Les derniers relevés d'audience nous ont crédités de 1,5 million d'auditeurs, soit plus de 468 000 en un an. L'idée était de mélanger quelques « anciens » prêts à continuer (Waly Dia, Mahaut Drama, Isabelle Sorente, Frédéric Fromet) à une nouvelle génération d'humoristes (comme Arezki Chougar, Lou Trotignon). J'ai remis un nouveau projet à la direction, mais il n'a pas été retenu. C'est à ce moment-là que j'ai reconsidéré leur proposition de revenir dans la matinale.

Pourquoi ?

Au moment où les services publics sont menacés, et celui de l'audiovisuel public en particulier, j'ai envie de rester sur la barricade avec mes collègues et les auditeurs, pour défendre le service public et la liberté d'expression. La fin du « Grand Dimanche soir » rétrécit l'espace réservé à l'humour politique. En réduisant le temps d'antenne de la satire politique, on touche à l'un des vecteurs de la liberté d'expression les plus forts. J'ai à cœur de continuer à le défendre.

Djà le passage en hebdomadaire de notre émission à la rentrée 2023 était un signal inquiétant. Mais je ne me décourage pas. France Inter, parce qu'elle est la première radio de France, est aujourd'hui un lieu de pouvoir. J'estime que le bouffon que je suis doit rester dans le royaume. J'ai décidé de résister de l'intérieur. Quand je dis résister, c'est contre l'extrême droite, contre une forme d'autoritarisme. Au moment où l'Assemblée nationale compte plus de 140 députés du RN, j'ai d'autant plus envie de prendre le micro. Quand bien même mon temps d'antenne se réduit, je le garderai. Comme le dit Guillaume, « ils n'auront pas ma démission, je préfère être viré ».

Après ce qui lui est arrivé, j'ai bien sûr quelques inquiétudes sur la liberté d'expression à l'antenne. Je vais pouvoir tester si le cadre s'est rétréci ou pas, si je peux continuer à exercer ma liberté d'expression dans de bonnes conditions. On ne peut en avoir le cœur net qu'en l'exerçant. La direction m'a donné carte blanche et j'aurai aussi le droit de me moquer de la chaîne. C'est un bon thermomètre. J'ose croire que mon retour dans la matinale est plutôt une bonne nouvelle, un signe pour renouer la confiance et un petit signe positif dans une marée d'inquiétude.

Avez-vous ressenti, au fil des ans, davantage de pression visant à limiter les espaces de satire politique ?

De manière diffuse, il y a bien sûr de la pression. Depuis l'arrivée de Macron au pouvoir – et on le sentait déjà un peu sous Sarkozy –, il y a une méconnaissance de l'utilité de la satire politique. L'humour est un surveillant démocratique. Notre métier, satiriste, humoriste politique, consiste essentiellement à être le miroir grossissant de la société et de la politique. Quand un pouvoir panique un peu et a des ambitions légèrement autoritaires, la satire politique met un miroir grossissant sur ses erreurs. Plus le pouvoir a des volontés de tout maîtriser, plus la satire, d'une certaine manière, se durcit, pour renverser, tout à fait symboliquement, les dominations. Et plus elle va loin, plus elle est écoutée, parce qu'elle fait du bien.

Les gens en sont de plus en plus friands parce qu'ils ressentent des injustices, comme lors de la réforme des retraites et le 49.3. Ils se tournent vers la satire politique, qui a un rôle de catharsis. Cela ne plaît pas au pouvoir, qui n'a pas cette culture. Il ne mesure pas qu'on a un rôle d'apaisement, de canalisation de la colère par le rire, en assénant symboliquement une gifle au pouvoir. La satire politique est un poumon démocratique, un thermomètre. Ça ne sert à rien de le casser, d'autant que ça se voit beaucoup. Désormais, ce qui se profile dépasse largement Guillaume : c'est l'extrême droite qui continue à gagner du terrain. Le combat ne fait que commencer.

[Cet article est paru dans Le Monde \(site web\)](#)